

28 juin 2019

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA QUESTION DE JÉRUSALEM

« Préservation du caractère culturel et religieux de Jérusalem »

Conférence organisée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien en partenariat avec l'Organisation de la coopération islamique

SÉANCE PLÉNIÈRE IV : ORIENTATIONS À SUIVRE POUR PRÉSERVER LE CARACTÈRE DE LA VILLE SACRÉE

AMMAR HIJAZI, Ministre adjoint des affaires étrangères de l'État de Palestine chargé des questions multilatérales, a déclaré que Jérusalem était le cœur et l'âme de la Palestine et constituait un témoignage éloquent des heures les plus sombres et des heures les plus lumineuses de l'histoire de l'humanité. C'était en son nom qu'on avait fait la guerre, et qu'on avait fait la paix. D'un point de vue juridique, la Ville de Jérusalem avait été constituée en *corpus separatum* par la résolution 181 (1947) de l'Assemblée générale. Par conséquent, la communauté internationale n'avait pas reconnu Jérusalem comme ville unifiée placée sous l'autorité d'Israël. Le consensus international sur cette question avait été réaffirmé à plusieurs reprises et les Nations Unies avaient adopté de nombreuses résolutions visant à préserver le statut spécial de Jérusalem. Israël n'avait jamais respecté la résolution 181 (1947) de l'Assemblée générale et, depuis 1967, s'était attaqué de manière systématique à la composition démographique de la Ville et avait pris des mesures pour la modifier dans les limites du droit. En 1980, il avait annexé Jérusalem-Est. Le Conseil de sécurité avait condamné cette annexion, estimant qu'elle n'avait aucune validité en droit. Israël rejetait le droit coutumier dans son ensemble ; il avait implanté des colonies illégales et encouragé ses citoyens à s'y installer, redéfini les frontières de la Ville et adopté une série de mesures visant à condamner les Palestiniens vivant à Jérusalem à la misère.

Les Palestiniens avaient adopté une stratégie à plusieurs niveaux pour garantir le respect de leur droit à l'autodétermination, protéger la Ville des violations commises par Israël et se donner les moyens de veiller, par tous les moyens légaux possibles, à ce que tous les responsables de violations répondent de leurs actes. Ils avaient coopéré avec la communauté internationale pour que les Palestiniens de Jérusalem puissent recevoir l'aide dont ils avaient besoin pour vivre. L'Assemblée générale des Nations Unies avait adopté des centaines de résolutions affirmant l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève. L'État de Palestine avait œuvré avec tous les organismes des Nations Unies, les procédures spéciales et le Conseil des droits de l'homme pour défendre ses droits et faire en sorte que le point 7 reste à l'ordre du jour du Conseil ; le gouvernement Trump avait exercé une pression considérable pour supprimer le point 7, mais en vain. Concernant les ambassades, la Palestine bâtissait un socle politique et juridique solide pour préserver le statut et le prestige de Jérusalem, et les pays qui avaient annoncé qu'ils transféreraient leur ambassade à Jérusalem ne l'avaient pas fait, en raison de ramifications juridiques. L'État de Palestine avait saisi la Cour internationale de Justice à deux reprises au sujet de l'implantation de colonies et de l'édification du Mur. En 2018, la Palestine avait présenté à la Cour internationale de Justice une requête introductive d'instance contre les États-Unis pour violation de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Elle avait également déposé auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale une plainte contre Israël ; c'était la première fois qu'un État déposait une plainte contre un autre État. Enfin,

en 2014, la Palestine avait accepté la compétence de la Cour pénale internationale, avec laquelle elle communiquait régulièrement.

KHALDUN BSHARA, Directeur de l'organisation non gouvernementale RIWAQ – Center for Architectural Conservation, prenant la parole au sujet de la préservation de la Ville par l'éducation et les projets d'intérêt local, a dit qu'une nouvelle ère s'était ouverte en 1993, après la signature des Accords d'Oslo I, et qu'elle était marquée par la fragmentation, la destruction, l'expropriation et la détention. En 2000 puis en 2002, l'édification du Mur avait commencé. Malgré tout, les Palestiniens continuaient de prendre soin de la Ville : Jérusalem était préservée, et ses monuments et édifices étaient en bon état. De nombreuses questions se posaient néanmoins, notamment celle de savoir si Jérusalem appartenait à ses citoyens. Les architectes souhaitaient restaurer, préserver et remettre à neuf, parce qu'ils devaient répondre à la souffrance des habitants ; ils ne voulaient pas faire de Jérusalem un musée. Ils s'efforçaient de créer des espaces vivables et habitables, notamment en transformant d'anciens lieux de culte.

L'organisation Riwaq enseignait aux Palestiniens de Jérusalem à restaurer les bâtiments qui avaient été négligés au fil des longues années de colonisation et à leur redonner de l'éclat et, par là même, de la valeur. Ces ateliers visaient à faire participer la population locale à la restauration de la Ville ; ils étaient aussi l'occasion de proposer des activités culturelles et de raconter l'histoire de Jérusalem. L'organisation menait une action de sensibilisation systématique, et faisait de la restauration un moyen de décoloniser la Ville. Elle menait à cette fin, entre autres projets, un programme de rénovation de 50 villages. M. Bshara a montré des photos de Jérusalem pour illustrer le fait que les politiques israéliennes avaient transformé certains quartiers de la Ville en bidonvilles. L'organisation ne disposait que d'un budget très limité mais son œuvre prouvait que la restauration était possible, à peu de frais.

YONATHAN MIZRAHI, fondateur et Directeur d'Emek Shaveh, a fait des suggestions concrètes concernant la protection et la préservation des lieux saints et des sites historiques dans l'intérêt de toutes les cultures et de toutes les religions. Il a expliqué qu'au cours des 14 dernières années, le Gouvernement israélien avait investi des sommes considérables dans des projets de tourisme archéologique qui transformaient l'identité physique, culturelle et religieuse de la Ville historique. Il semblait évident aux yeux des Palestiniens que ces projets avaient aussi pour but d'asseoir une vision partielle de l'histoire. Un phénomène qu'on pourrait qualifier de « déni de temple » prenait de l'ampleur et se traduisait par une négation du patrimoine commun, juif et musulman, de l'Esplanade du Temple. Israël se servait des travaux d'excavation, de préservation et de mise en valeur des sites archéologiques pour modifier physiquement le terrain et changer ainsi l'identité même de la Ville. Il était donc impossible d'imaginer une solution au conflit concernant Jérusalem qui ne permette pas aux deux parties d'exprimer le profond attachement culturel et national qui les liait à la Ville.

M. Mizrahi a proposé de créer un comité composé d'experts et de parties prenantes palestiniens, israéliens et internationaux qui serait chargé de définir, pour la Ville de Jérusalem, des principes de protection et de préservation des sites historiques et sacrés aux multiples facettes. Le principe fondateur de ce comité serait le suivant : en l'absence d'accord politique, les décisions importantes ayant trait au développement et à la préservation de la Ville devraient faire l'objet de l'approbation conjointe des Israéliens, des Palestiniens et des autres principales parties prenantes.

La gestion des sites devait se conformer aux normes professionnelles les plus exigeantes. Jérusalem était un Site du patrimoine mondial, et le développement du tourisme et des transports devait donc se faire dans le respect des directives applicables à la préservation de ces sites. Les projets d'infrastructure et de développement devaient contribuer à un règlement global des problèmes auxquels se heurtait la Ville historique.

GEOFFREY ARONSON, chercheur au Middle East Institute, s'exprimant au sujet de la politique des États-Unis et des orientations à suivre, a expliqué comment l'actuel Gouvernement des États-Unis percevait la situation à Jérusalem. Il fallait distinguer ce en quoi le gouvernement Trump différait de ses prédécesseurs. Le gouvernement Obama estimait devoir être du bon côté de l'histoire, alors que le gouvernement Trump ne s'en souciait guère : ce qui lui importait était d'écrire l'histoire, ce qui ressortait clairement des mesures qu'il prenait. La manière dont l'actuel Ambassadeur des États-Unis auprès d'Israël décrivait le choix fait par la délégation des États-Unis de s'abstenir lors du vote de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité était révélatrice de l'état d'esprit des membres du gouvernement Trump chargés de la question israélo-palestinienne. Il avait même été question de remplacer le terme « colonies » par le terme « villes et quartiers israéliens », ce qui aurait contribué à normaliser l'annexion de ces zones.

Ces dernières semaines, de hauts responsables américains avaient fait observer qu'une annexion par Israël de territoires cisjordanien ne devait pas être écartée. En outre, on justifiait la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël en expliquant qu'on ne faisait qu'accepter la réalité sur le terrain. Il n'en restait pas moins que la politique de colonisation d'Israël depuis des décennies consistait justement à « créer une réalité sur le terrain » dans l'espoir que la communauté internationale finirait par se résoudre à accepter cette « réalité ». C'était précisément ce que faisait le gouvernement Trump. Quand on envisageait l'avenir, l'une des questions qui se posaient était celle du Grand Jérusalem et de la possibilité de repousser les frontières de la Ville par de nouvelles annexions. Tôt ou tard, le gouvernement Trump finirait par se ranger à l'avis israélien. Une autre question portait sur le rôle que jouait l'Organisation des Nations Unies à Jérusalem et sur le programme scolaire appliqué dans les quartiers palestiniens de la Ville. Israël avait déjà pris des mesures en la matière, et le financement destiné à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient avait été réduit.

DÉBAT

Au cours du débat, les participants ont réaffirmé leur soutien à la cause palestinienne et leur volonté de voir s'améliorer le sort du peuple palestinien. Ils ont été informés que des responsables chrétiens avaient écrit une lettre au secrétariat du Comité pour demander aux participants de la conférence de les aider à s'opposer à l'appropriation récente, par des colons israéliens, de maisons situées près de la porte de Jaffa, dans la Vieille Ville de Jérusalem. S'en est suivi un débat sur les travaux de préservation du patrimoine, notamment à la mosquée Al-Aqsa, qui se déroulaient dans des conditions difficiles, sous la surveillance de soldats israéliens. Israël continuait de s'opposer à toute forme d'intervention de la part des organisations internationales. La question de Palestine devait rester prioritaire pour la communauté internationale ; il a été proposé de recommander à l'Assemblée générale des Nations Unies de proclamer une Journée internationale de préservation du caractère culturel et religieux de la Ville de Jérusalem.

M. Hijazi a dit qu'il était demandé aux Palestiniens, en tant que victimes de l'occupation, d'accepter tout ce que leurs maîtres leur disaient de faire, qu'il s'agisse de reconnaître la version des faits israélienne ou de nier l'histoire du territoire. Il n'était pas acceptable de demander ainsi aux victimes de s'incliner ; une relation d'égal à égal était indispensable. Par conséquent, les Palestiniens résisteraient aussi longtemps que l'oppression se poursuivrait. La Palestine était un pays hospitalier, qui avait déjà accueilli des réfugiés venus d'Europe. Le peuple palestinien n'était pas contre les Juifs ; il s'agissait d'un problème politique. Les Israéliens devaient reconnaître qu'il existait des droits, et qu'Israël n'avait pas le droit de faire des fouilles sur des terres qui ne lui appartenaient pas, quels que soient son attachement à ces terres et sa volonté d'imposer sa version des faits.

Pour que le statut juridique d'Israël soit préservé, il fallait appliquer trois principes. Premièrement, toutes les initiatives constructives demandant qu'il soit mis fin à l'occupation devaient être appuyées, qu'il s'agisse d'initiatives politiques ou d'initiatives des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies avait décidé du partage de la Palestine avec l'appui de certains États, et aujourd'hui la majorité de ces États ne reconnaissent toujours pas la Palestine. Quelle solution espéraient-ils ? Deuxièmement, le principe de responsabilité avait été trop longtemps mis de côté, et il était temps de l'appliquer. Les auteurs de violations du droit international devaient être punis. Troisièmement, toute solution politique devait reposer sur le droit international, et non sur telle ou telle version des faits ou sur une cause religieuse. Une solution politique sans justice ne mènerait nulle part.

M. Bshara, faisant référence à « l'atelier économique » organisé au Bahreïn, a dit que le montant de 50 milliards de dollars des États-Unis qui avait été annoncé ne ferait aucune différence. Si c'était une question d'argent, plus aucun Palestinien ne vivrait à Jérusalem aujourd'hui ; or, ils étaient encore 350 000. Les Palestiniens s'obstinaient, consciemment ou inconsciemment, à combattre l'oppression par tous les moyens. Les arrestations d'ouvriers chargés de la restauration étaient fréquentes, et la surveillance était constante. Le recours aux tables rondes était une bonne solution, mais celles-ci devaient être organisées dans des conditions favorables, et non lorsque des personnes étaient arrêtées pour la simple raison qu'elles menaient des travaux de restauration. Par conséquent, la première étape devait être la reconnaissance des droits : les Palestiniens devaient être reconnus comme des êtres humains.

M. Mizrahi a dit que l'idée d'une table ronde refaisait surface de temps en temps et qu'elle représentait un moyen de lutter contre les politiques et mesures unilatérales prises par Israël. Pour garder la question de Jérusalem à l'ordre du jour, il fallait lutter. Le 30 juin, l'Ambassadeur des États-Unis auprès d'Israël assisterait à l'ouverture d'un nouveau tunnel archéologique à Jérusalem-Est ; ce serait la première fois qu'un responsable de haut niveau participerait à un événement relevant du domaine du patrimoine. C'était une preuve que les États-Unis reconnaissent déjà l'annexion.

M. Aronson a dit que le Gouvernement des États-Unis avait montré que lui aussi était intéressé par la possibilité de créer une réalité sur le terrain. De fait, Israël n'avait pas le monopole de la politique du fait accompli, même s'il s'était employé à modifier le terrain de manière continue et

substantielle. Il fallait trouver de nouveaux mécanismes pour asseoir les revendications et étudier les possibilités d'action.